



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Maine-et-Loire

MAINTENANCE ET REPARATION D'ASCENSEURS ET DE MONTE-CHARGE

Marché n°2024.GA.01

DOSSIER DE CONSULTATION

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

POUVOIR ADJUDICATEUR / COORDONNATEUR :

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE
DE MAINE ET LOIRE**

**32, rue Louis Gain
49037 Angers Cedex 9**

REPRESENTE PAR :

Madame la Directrice de la CPAM de Maine et Loire, Madame Bénédicte SAMSON.

MARCHE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE
--

Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.

Type d'acheteur

Organisme privé gérant une mission de service public, organisme de Sécurité sociale soumis à l'arrêté du 19 juillet 2018 (*paru au journal officiel du 27 juillet 2018*) et au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant Code de la Commande Publique.

Groupement de commande :

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Maine et Loire
32, rue Louis Gain
49937 Angers Cedex 9
(Coordonnateur du groupement de commande)**

Et

**Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale
Locaux de la CPAM de Maine et Loire
32, rue Louis Gain
49937 ANGERS Cedex 9**

Et

**Centre de Traitement Informatique d'Angers
1 Rue Bouche Thomas
49036 ANGERS**

Représentant du pouvoir adjudicateur

- ♦ Madame la Directrice de la CPAM de Maine et Loire

Ordonnateur

- ♦ Madame la Directrice de la CPAM de Maine et Loire

Comptable assignataire des paiements

- ♦ Monsieur le Directeur Financier et Comptable de la CPAM de Maine et Loire

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1 OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.2 DURÉE DU MARCHÉ	5
1.3 NATURE DU MARCHÉ	5
1.4 TYPE DE PROCÉDURE	5
1.5 FORME DE LA CONSULTATION ET MODALITÉS DE DEVOLUTION	6
1.6 VARIANTES	6
ARTICLE 2 – LES PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
2.1 LES PIÈCES PARTICULIÈRES	6
2.2 LES PIÈCES GÉNÉRALES	6
ARTICLE 3 – DESCRIPTION MAINTENANCE ET RÉPARATION	7
3.1 DÉCOMPOSITION DE LA CONSULTATION	7
3.2 OBLIGATION DE RÉSULTAT	7
3.3 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES VIS-A-VIS DU PUBLIC	7
ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIÈRES DU MARCHÉ	8
4.1 FORME DU PRIX	8
4.2 CONTENU DES PRIX	8
4.4 VARIATION DES PRIX	8
ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITÉ – MESURES DE SÉCURITÉ	9
ARTICLE 6 – ASSURANCES	9
ARTICLE 7 – MODALITÉS DE RÉGLEMENT	10
7.1 DÉCOMPTES OU FACTURES	10
7.2 RÉGLEMENT	10
7.3 INTÉRÊTS MORATOIRES	11
7.4 CÉSSION OU NANTISSEMENT	11
ARTICLE 8 – CONDITION D’EXECUTION DES PRESTATIONS	12
8.1 PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS	12
8.2 ACCÈS AUX IMMEUBLES ET MACHINERIES	12
8.3 VISITES DE MAINTENANCE	12
8.4 DÉPANNAGES	13
<i>Délais d’intervention :</i>	13
8.5 PANNES	1
8.6 INFORMATION ET MODALITÉS D’INTERVENTION	1
ARTICLE 9 – SUIVI DES INTERVENTIONS	2
9.1 CARNETS D’ENTRETIEN	2
9.2 SUIVI EN LIGNE	3
ARTICLE 10 – CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS	3
10.1 VÉRIFICATIONS	3
10.2 ADMISSION	3
ARTICLE 11– PÉNALITÉS	4
11.1 PÉNALITÉS POUR DÉFAUT D’ENTRETIEN	4
11.2 PÉNALITÉS POUR RETARD D’INTERVENTION	4
11.3 PÉNALITÉS POUR IMMOBILISATION	5
11.4 PÉNALITÉS POUR MAUVAIS FONCTIONNEMENT	5
11.5 PÉNALITÉS POUR DÉFAUT OU NON-RESPECT DE VISITE D’ENTRETIEN	5
11.6 PÉNALITÉS POUR FAUTE GRAVE (POUVANT METTRE EN CAUSE LA SÉCURITÉ DES PERSONNES)	5
11.7 PÉNALITÉS POUR DÉFAILLANCE OU MAUVAISE IDENTIFICATION DE LA TÉLÉALARME	6
11.8 PÉNALITÉS POUR NON REMISE DES DOCUMENTS À PRODUIRE	6
11.9 PÉNALITÉS POUR NON-RETOUR DE DOCUMENTS REÇUS	6
11.10 PÉNALITÉS POUR RETARD DANS LA REMISE DES FACTURES	6
11.11 PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DU PLAN DE PRÉVENTION	6
11.12 PÉNALITÉS EN CAS DE NON-RESPECT DU CODE DU TRAVAIL	6
11.13 PÉNALITÉS EN CAS DE NON-COMPLÉTUDE DE LA GMAO DU POUVOIR ADJUDICATEUR	7

11.14 PENALITES EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS LIEES AU NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS DE DEVELOPPEMENT DURABLE.....	7
ARTICLE 12 – NORMALISATION	7
ARTICLE 13 – AUTRES OBLIGATIONS ET CONTRAINTES	7
ARTICLE 14 – SOUS TRAITANCE	8
ARTICLE 15 – RESILIATIONS	8
ARTICLE 16 – DIFFERENTS ET LITIGES.....	8
ARTICLE 17 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	9
ANNEXE 1 – ACTE CONTRACTUEL DE CONFIDENTIALITE	10

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché et dispositions générales

La présente consultation a pour objet la maintenance et la réparation d'ascenseurs et de monte-charge pour les entités membres du groupement de commande. Ces prestations comprennent l'ensemble des opérations de maintenance et de réparations telles que prévues au CCTP.

Le groupement de commande est constitué de :

- La Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) de Maine et Loire (coordonnateur du groupement)
- Le Centre de Traitement Informatique (CTI) d'Angers
- L'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale (UIOSS) – Site d'Angers

La description des services et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

L'article R2194-1 du CCP énonce que « Le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque. Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage ».

Ainsi, il est possible qu'en cours de marché, la CPAM de Maine et Loire se substitue à l'UIOSS d'Angers par voie d'avenant.

1.2 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter du 1^{er} février 2025. Il pourra être reconduit quatre (4) fois par périodes successives de douze (12) mois sans que sa durée n'excède quatre (4) ans, soit au plus tard jusqu'au 31 janvier 2029.

Par dérogation à l'article R.2112-4 du Code de la Commande Publique, la reconduction se fera par décision expresse du pouvoir adjudicateur, au moins deux (2) mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le Titulaire ne peut s'opposer aux reconductions éventuelles. Cette décision de non reconduction ne donnera droit à aucune indemnité.

1.3 Nature du marché

Classification CPV : 50750000-7 : Services d'entretien d'ascenseurs

1.4 Type de procédure

Le marché est passé en procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique et conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.

1.5 Forme de la consultation et modalités de dévolution

Le marché comporte un lot unique.

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours, à compter de la date limite de remise des offres, portée au règlement de consultation. Le candidat restera engagé par sa proposition jusqu'à l'expiration dudit délai.

1.6 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 2 – LES PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1 Les pièces particulières

Les pièces constitutives du présent marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE), et son annexe : la décomposition du prix global et forfaitaire (récapitulatif des prix de maintenance par ascenseurs)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe : l'acte contractuel de confidentialité,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le mémoire technique du titulaire,
- Le livret de sécurité de l'information.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

2.2 Les pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature par le titulaire du présent marché.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures courantes et Services (CCAG-FCS) – Arrêté du 19 janvier 2009.
- L'Arrêté du 19 juillet 2018 relatif aux marchés publics des Organismes de Sécurité sociale.
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux travaux de bâtiments et ceux applicables aux prestations d'exploitation et de maintenance.
- Les normes françaises AFNOR relatives à la maintenance (ou équivalent).
- Les dispositions précisées par la législation à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché. Elles sont réputées être connues des parties en présence et peuvent éventuellement être téléchargées sur : <http://www.legifrance.gouv.fr>.

Cette liste n'est pas limitative, le titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du marché.

Pour l'ensemble de ces textes, il sera toujours fait application de la dernière édition avec mise à jour, additif, rectificatif en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION MAINTENANCE ET REPARATION

3.1 Décomposition de la consultation

Le marché de prestation de services, objet de cet accord cadre, n'est pas alloti mais est réparti de la manière suivante :

- Site de la CPAM : entretien et réparation de 2 ascenseurs.
- Site du CTI : entretien et réparation de 2 ascenseurs et monte-charges
- Site de l'UIOSS : entretien et réparation de 8 ascenseurs et monte-charges

3.2 Obligation de résultat

L'entreprise devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour répondre à son obligation de résultat.

La maintenance inclue :

- Le maintien en bon état de fonctionnement des ascenseurs,
- Le maintien des conditions de sécurité imposées par les diverses réglementations en vigueur.
- La fourniture d'une qualité de service répondant aux exigences décrites dans le présent cahier des charges notamment en terme de :
 - o continuité de service,
 - o respect des délais,
 - o informations,
 - o précision de réglages techniques sur les installations.
- La communication des éléments essentiels du contenu du contrat aux équipes techniques de l'entreprise.

Ces dispositions comprennent l'entretien, les réparations et dépannages tels que définis par :

- les articles R.125-2, R.125-1, R 125-2-2 et R 125-3 du décret N°2004-964 du 09 septembre 2004,
- l'arrêté du 18 novembre 2004 concernant les prestations minimales à effectuer,
- les prestations complémentaires indiquées au CCTP

3.3 Exigences réglementaires vis-à-vis du public

Les ascenseurs et les montes charges de l'Immeuble de L'Union Immobilière des organismes de Sécurité Sociale d'Angers, ne sont pas concernés par la réglementation ERP.

Les ascenseurs de l'Immeuble de de Cholet, sont concernés par la réglementation ERP.

Les ascenseurs et les montes charges du CTI Angers, ne sont pas concernés par la réglementation ERP.

ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHÉ

4.1 Forme du prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées, par application de prix forfaitaires établis dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) récapitulant les prix de maintenance par ascenseurs.

Les prix s'entendent en euros (€) hors TVA.

4.2 Contenu des prix

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les candidats sont réputés avoir obtenu tous les renseignements utiles auprès du pouvoir adjudicateur pour établir leur prix.

Le titulaire n'est fondé à réclamer aucun supplément de prix du fait d'une erreur d'évaluation de sa part sur la charge de travail ou les moyens nécessaires à l'exécution des prestations.

La taxe sur la valeur ajoutée est facturée au taux en vigueur à la date de notification du marché. En cas de modification de la législation fiscale en cours de marché, il sera fait application du taux en vigueur à la date du fait générateur, sans qu'il soit besoin de constater la modification par voie d'avenant.

Le prix souscrit s'entend pour l'exécution selon les règles de l'art et dans les délais prescrits de toutes les prestations telles qu'elles sont définies dans les pièces contractuelles.

Seules les prestations effectivement exécutées de façon satisfaisante donnent droit au paiement. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, elle en informe le Titulaire par courrier ou par mail en motivant cette décision, afin de stopper le délai de paiement.

Le prix comprend l'ensemble des prestations mentionnées au CCTP, notamment en son article 2.

4.4 Variation des prix

En application des articles R.2112-8 et R.2112-13 du Code de la Commande Publique, les prix sont révisibles annuellement.

Les prix forfaitaires seront révisés à la demande du Titulaire, à la date d'anniversaire du marché selon la formule de révision suivante. Ils sont réputés établis aux conditions économiques correspondant au mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois 0.

La formule paramétrique est la suivante :

$$P_n = P_o [0,20 + 0,8 (I_{CHT-IME} / I_{CHT-IMEo})]$$

dans laquelle :

P_n Nouveau prix de règlement des prestations pour la nouvelle période considérée.

P_o Prix de base du règlement des prestations figurant à l'acte d'engagement.

ICHT- IME	Dernier indice connu au 1er janvier de l'année considérée du coût de la main-d'œuvre des industries mécaniques et électriques, série France entière, charges sociales incluses, publié à l'INSEE (identifiant 001565183)
ICHT- IMEo	Valeur de l'indice au mois zéro

Le mois retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront invariables pendant cette période.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

Dès que la nouvelle valeur des indices est connue, et dans un délai de 2 mois maximum après la date anniversaire, le titulaire sollicite l'application de la formule paramétrique de révision : il présente, par écrit, à l'Organisme le calcul des prix révisés en joignant obligatoirement les copies des publications officielles.

Les prestataires retenus devront impérativement produire le détail du calcul de la révision de prix annuelle à l'appui de leur facturation.

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut);
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Dans le cas où les indices ci-dessous viendraient à cesser, les parties se mettraient d'accord pour les poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter ouverture d'un droit à indemnité de part ou d'autre.

ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE

Les obligations de confidentialités et les mesures de sécurité sont contractualisées dans l'acte contractuel de confidentialité et le livret de sécurité de l'information présents dans le Dossier de Consultation des Entreprises.

ARTICLE 6 – ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, l'opérateur économique ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur, qu'ils sont titulaires :

- d'une **assurance responsabilité civile professionnelle** garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des prestations. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.

La non production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. L'opérateur économique fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du pouvoir adjudicateur.

Aucun règlement ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes afférentes aux polices mentionnées ci-dessus.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 7 – MODALITES DE REGLEMENT

7.1 Décomptes ou factures

Les factures seront libellées et adressées distinctement à chaque organisme en deux exemplaires originaux.

Les paiements seront effectués trimestriellement à terme échu sur présentation d'une facture à prix global et forfaitaire, égale à 25 % du contrat. Pour le 1er trimestre 2025, le montant sera de 1/6 du montant annuel, compte tenu de la date d'effet du marché fixée au 01/02/2025.

Lorsque le Titulaire remet au pouvoir adjudicateur, une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes:

- Le numéro du marché,
- les noms, n° Siret et adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- les prestations réalisées,
- la date d'exécution des prestations ou la période de facturation concernée
- le lieu d'exécution,
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées,
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant,
- le montant total des prestations exécutées,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement seront adressées à l'organisme du lieu d'exécution de la prestation :

CPAM de Maine et Loire Service Achats Marchés Facturation 32 Rue Louis Gain 49937 ANGERS Cedex 9 SIRET : 515 090 686 00012	UIOSS Angers Service Achats Marchés Facturation 32 Rue Louis Gain 49937 ANGERS Cedex 9 SIRET : 503 708 901 00015	CTI Angers 1 Rue Bouche Thomas 49036 ANGERS SIRET : 380 632 166 00019
---	---	---

7.2 Règlement

Les prestations de services, objet du présent marché, seront réglées par virement. Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes et, après service fait et admission.

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique et au CCAG-FCS (article 11.8) applicables à ce contrat, vos factures devront nous parvenir sous un format dématérialisé.

- Par le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour la CPAM : Le n° SIRET qui devra être indiqué est le suivant : 515 090 686 00012.

Pour l'UIOSS : Le n° SIRET qui devra être indiqué est le suivant : 503 708 901 00015.

Pour le CTI : Le n° SIRET qui devra être indiqué est le suivant : 380 632 166 00019.

Le numéro d'engagement et le code service sont actuellement facultatifs.

7.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la Commande Publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

7.4 Cession ou nantissement

En cas de cession ou de nantissement, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire unique dont les prestations ne sont pas individualisées soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

Dans tous les cas, il est spécifié à l'acte d'engagement ou au certificat, le montant maximum pouvant être nanti ou cédé au profit de l'entreprise unique.

Le bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance au titre d'un marché public notifie ou signifie cet acte au comptable public assignataire dans les conditions de l'article R313-17 du code monétaire et financier qui procède au règlement auprès du bénéficiaire s'il s'agit d'une cession. En cas de nantissement, le règlement intervient auprès du titulaire sauf si le bénéficiaire du nantissement peut se prévaloir auprès du comptable de l'organisme de l'accord de l'entreprise pour le paiement des prestations dues.

Si le titulaire remet l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le pouvoir adjudicateur procède aux modifications nécessaires quant à la stipulation relative au montant maximum de la créance pouvant être cédée ou nanti en adaptant celle-ci au regard des montants de prestations sous-traitées.

Si le titulaire ne peut remettre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le sous-traitant ne peut être accepté sauf si le titulaire remet une attestation du bénéficiaire indiquant que la cession ou le nantissement de créances est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée ou bien une attestation du bénéficiaire indiquant que le montant de la cession ou du nantissement a été réduit afin que le paiement direct soit possible, ou bien encore une attestation de main levée du bénéficiaire de la cession.

Conformément à l'article R.2193-22 du Code de la Commande Publique, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

ARTICLE 8 – CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 Prise en charge des installations

Les ascenseurs sont pris en charge par l'entreprise attributaire du marché à la date de prise d'effet portée à l'Acte d'Engagement.

L'entreprise est réputée avoir pris connaissance de l'ensemble des documents du marché et avoir visité tous les lieux à entretenir. Elle est donc censée avoir émis toutes les réserves lors de la remise de son offre.

Elle se doit donc de prendre en charge les installations telles qu'elles sont et se déclare être parfaitement informée de la constitution des bâtiments et de la consistance des installations dont elle doit assurer l'entretien. Elle ne pourra donc, sous aucun prétexte, pour oubli ou autres raisons, réclamer un supplément financier ou de quelque sorte qu'il soit.

Par ailleurs, dans le cas où le présent marché serait relatif à l'entretien d'installations neuves ou rénovées partiellement, l'entreprise est tenue d'assister à la réception des travaux et de notifier ses observations ou réserves éventuelles aux organismes par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.2 Accès aux immeubles et machineries

Les organismes fourniront en un (ou plusieurs) exemplaire(s) et contre reçus, pour la durée de contrat, les clefs, télécommandes, badges, etc... d'entrées des immeubles, accès aux sous-sols, machineries et cadenas d'échelle.

L'entreprise fera son affaire pour en équiper son personnel.

Si l'entreprise souhaite installer un dispositif particulier (tubes scellés dans le mur par exemple) elle devra auparavant demander l'accord des organismes. Néanmoins, il est précisé que tous les travaux comme définis ci-dessus, resteront à la charge de l'entreprise et ne seront en aucun cas payés par les organismes.

Les organismes peuvent être amenées, dans l'avenir, à installer des dispositifs de contrôle d'accès sur ses bâtiments (ex : Vigik). En tout état de cause, quel que soit le système mis en place, l'entreprise se conformera au dispositif en place. Pour ce faire, les adaptations éventuelles (techniques et financières) seront prises en charge au titre du présent marché par l'entreprise. En aucun cas, l'entreprise ne pourra faire valoir la contrainte de l'accès à l'immeuble pour ne pas intervenir dans les délais prévus au CCAP.

8.3 Visites de maintenance

La maintenance des installations doit être effectuée pendant les jours ouvrés et aux heures ouvrées de l'entreprise. En cas de modification des horaires de travail en cours de marché, l'entreprise devra le notifier à la personne responsable du marché par lettre recommandée avec accusé de réception. La date de la visite, ainsi que les noms et signatures du technicien seront portés sur le carnet de maintenance laissé à demeure en machinerie selon l'article 16 du présent CCAP.

Les conditions de maintenance sont spécifiées au CCTP.

8.4 Dépannages

Le dépannage des installations doit être effectué quel que soit le jour (ouvrable ou non) et l'heure (jour et nuit) dans le respect des conditions ci-après.

Délais d'intervention :

- **En cas de :**

- ⇒ usager bloqué,
- ⇒ arrêt d'un ascenseur,
- ⇒ mauvais fonctionnement pouvant affecter la sécurité,

L'entreprise interviendra dans un délai de quarante-cinq (45) minutes après la réception de l'appel du centre d'appel des organismes, de l'appel téléphonique, ceci 24h/24, 7 jours/7.

En cas d'impossibilité d'intervention sous 45 minutes (pour usagers bloqués), l'entreprise préviendra les pompiers et prendra à sa charge les vacations correspondantes.

- **En cas de :**

- ⇒ Non-fonctionnement d'un ascenseur,
- ⇒ Mauvais fonctionnement, sous réserve que celui-ci n'affecte pas la sécurité,

L'entreprise interviendra 7 jours/7 comme suit à partir de la réception de l'appel du centre d'appel des organismes, de l'appel téléphonique :

- De jour de 8 heures à 22 heures : Dans un délai de deux heures,
- De nuit de 22 heures à 8 heures : Avant 9 heures le matin suivant l'appel.

- **Remise en service**

Dans les deux cas, la remise en fonctionnement normal interviendra au maximum au bout de quatre heures (4 heures) après l'arrivée sur site selon délais indiqués.

Une mise à l'arrêt supérieure à quatre heures (4 heures) sera exceptionnelle et devra faire l'objet d'une information immédiate par téléphone auprès de la des organismes, selon le site concerné.

Une remise en service de l'installation sera décidée en accord selon le site, avec La CPAM de Maine et Loire, le CTI d'Angers ou l'UIOSS d'Angers.

L'entreprise informera la CPAM de Maine et Loire / l'UIOSS /CTI :

- de la mise à l'arrêt de l'installation,
- de la date et de l'heure de remise en service de l'installation, à l'aide d'affichage sur la porte du RdC pour les ascenseurs et près du tablier pour les fermetures automatiques.

Seules les modifications indiquées à l'annexe 3 du CCTP seront susceptibles d'immobiliser l'installation plus de vingt-quatre heures (24 heures) et selon les temps indiqués. Dans ce cas, l'entreprise avertira les organismes par mail. Dans ce cas seulement, le délai pourra être augmenté.

Les périodes de congés payés annuels ne donnent droit à aucune diminution ou restriction de quelque nature qu'elle soit tant dans les prestations définies à l'article 3 du CCTP que dans les fréquences et délais définis ci-dessus.

En aucun cas, une opération de dépannage ne pourra tenir lieu de visite d'entretien.

8.5 Pannes

- **Défaillance technique**

Une panne est un arrêt du fonctionnement normal et momentané d'un ascenseur ou d'une fermeture automatique. Elle est générée par :

- Un réglage défectueux
- Un élément de l'installation hors service
- Un mauvais entretien

Dans tous ces cas, l'entreprise assurera la réparation et les conséquences selon les dispositions définies au présent CCAP et au CCTP.

- **Panne suite à une mauvaise utilisation**

Dans cette situation, deux cas sont à considérer :

- ***Les mauvaises utilisations nécessitant seulement une remise en service ou reprise des réglages :***
 - ↳ fin de course,
 - ↳ prise de parachute par chahut
 - ↳ porte forcée,
 - ↳ fixations desserrées, etc,...

Ces interventions sont incluses au présent marché. L'entreprise **devra fournir un rapport détaillé des faits** de la mauvaise utilisation de l'ascenseur et des actions menées aux organismes. Dans le cas contraire, ces pannes seront comptabilisées comme mauvais fonctionnement dans le nombre total de pannes admissible annuellement et indiquées au CCAP.

- ***Les mauvaises utilisations nécessitant le remplacement de matériel***

L'état de détérioration sera constaté par un représentant des organismes qui devra délivrer un bon de travaux pour l'exécution des réparations. Ces interventions feront l'objet d'un devis détaillé « fournitures, taux horaire et main d'œuvre » pour accord et ce avant exécution.

8.6 Information et modalités d'intervention

L'entreprise devra respecter toutes les mesures mises en place par les organismes, notamment en matière de sécurité et de sûreté. Chaque technicien devra signer le registre de présence prestataire situé sur les différents sites.

Entretien périodique

L'entreprise préviendra les organismes (CPAM /CTI ou UIOSS selon le cas) dès son arrivée sur leur site qu'elle va procéder à l'entretien de l'installation et apposera, une affichette sur la porte palière du RDC et sur la porte palière de chaque étage.

Un affichage en cabine indiquera la date de passage et le nom du technicien.

L'entreprise préviendra les organismes dès son départ du site.

Dépannage

L'entreprise avertira les organismes dès son arrivée sur leur site qu'elle va procéder au dépannage de l'installation et apposera, une affichette sur l'ensemble des portes palières de l'appareil afin de prévenir les utilisateurs.

L'entreprise préviendra les organismes dès son départ du site.

Toute immobilisation prolongée devra se faire porte palière fermée même si la cabine est stationnée au niveau.

Pour toute immobilisation supérieure à quatre heures, l'entreprise suivra la procédure indiquée au paragraphe 8.4.

Lors des opérations de réparations de longue durée, un affichage préparé par l'entreprise, informera, 72 heures avant les travaux, les usagers du contenu des travaux, des dates de début et de fin de travaux et surtout des heures d'immobilisation de l'installation. L'entreprise devra contacter préalablement les organismes pour le renseigner.

ARTICLE 9 – SUIVI DES INTERVENTIONS

9.1 Carnets d'entretien

Les carnets d'entretien seront obligatoirement disposés dans le bureau du responsable maintenance de la CPAM de Maine et Loire pour l'ensemble des organismes. Chaque intervention sur l'installation doit y figurer.

Il comportera :

- la date, les heures d'arrivée et de départ du technicien,
- la date et heures des visites d'entretien,
- la nature des interventions, ainsi que toutes observations effectuées au titre de l'entretien,
- la nature des travaux, modifications, remplacements de pièces, effectués au titre de l'entretien,
- les modifications de toute nature apportées à l'installation, les mises en conformité ou modernisations,
- la cause des incidents, la consistance des réparations effectuées au titre du dépannage,
- les noms et signatures des techniciens intervenants.

Les références du contrat d'entretien et sa date d'échéance seront inscrites dans le carnet. Les informations indiquées seront clairement renseignées.

L'utilisation de codes et abréviations est interdite.

En aucun cas, un carnet d'entretien électronique se substituera au carnet d'entretien papier.

9.2 Suivi en ligne

Dès lors que l'entreprise dispose d'un site internet concernant le suivi des prestations commerciales, le suivi technique des installations et le suivi au quotidien des ascenseurs, ce service fera partie intégrante du marché sans surcoût pour les organismes. Le délai de rafraîchissement des données techniques sur ce site devra être le plus court possible. L'entreprise s'engage donc à être très réactive sur les mises à jour.

La mise à jour du site internet de l'entreprise ne substituera pas à la complétude du logiciel de GMAO des organismes (article 3 du CCTP).

ARTICLE 10 – CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS

10.1 Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le pouvoir adjudicateur au moment même de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG FCS.

Les opérations de vérification ont pour but de constater que les prestations fournies sont conformes aux spécifications du marché. Elles sont effectuées par le pouvoir adjudicateur à l'occasion ou indépendamment des interventions du titulaire.

Elles portent essentiellement sur les points suivants définis aux CCAP, CCTP et leurs annexes :

- la quantité et la qualité des prestations exécutées ;
- le respect des obligations de moyens ;
- le respect des obligations de résultats.

Les organismes se réservent le droit de faire effectuer à tout moment, par un organisme ou bureau de contrôle de son choix, les expertises (audit technique, contrôle technique, réception, étude de travaux, mise en sécurité d'installation : pompage de fond de fosse...) qu'il estimerait nécessaires.

En conséquence, l'entreprise s'engage à être représentée (par le personnel entretenant l'installation concernée), au titre de son contrat lors de ces visites et à satisfaire à tous les essais ou renseignements qui pourraient lui être demandés.

Si ces vérifications révélaient que l'entretien n'est pas effectué conformément aux prescriptions du présent marché, elles entraîneraient des pénalités prévues à l'article 19.1 du présent CCAP et la prise en charge financière de l'expertise incomberait alors à l'entreprise défaillante.

10.2 Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 CCAG FCS par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 11– PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité ne sera autorisée.

11.1 Pénalités pour défaut d'entretien

Il pourra être appliqué une pénalité égale à 30 € TTC par anomalie constatée sur une même installation. L'entreprise devra être représentée au titre de son contrat par un responsable technique. Les défauts seront constatés contradictoirement et signés par le représentant de l'entreprise et l'organisme. Ces pénalités seront notamment appliquées en cas de (liste non exhaustive) :

- Dispositif de patinage ne remplissant plus son office.
- Fin de course (normal et inspection) ne remplissant plus son office.
- Glissement des câbles sur la poulie trop important (> à 8cm).
- Fixations des câbles de suspension défectueuses (absence de goupille, serre-câbles en nombre insuffisant ou montés à l'envers, etc.).
- Fusibles shuntés par un élément non conforme à l'usage ou pour lequel il n'est pas donné de caractéristiques par un fournisseur.
- Manque d'huile dans treuil ou moteur (absence d'huile sur la roue ou bague des paliers moteur).
- Plus d'un toron coupé sur l'ensemble des câbles.
- Capotage d'un organe non remis (organe dynamique ou de sécurité notamment).
- Câbles de suspension trop longs : contrepoids touchant les amortisseurs ou amortisseurs retirés sous le contrepoids.
- Absence de garde câbles sur les poulies montées en porte à faux.
- Nettoyage de la machinerie et des éléments s'y trouvant non réalisé (selon article 8 du CCTP).
- Nettoyage de la cuvette et des éléments s'y trouvant non réalisé (selon article 8 du CCTP).
- Nettoyage de la gaine et des éléments s'y trouvant non réalisé (selon article 8 du CCTP).
- Nettoyage du toit de cabine et des éléments s'y trouvant non réalisé (selon article 8 du CCTP).
- Ressort de contrepoids cassé.

11.2 Pénalités pour retard d'intervention

Si les délais d'intervention sont supérieurs à ceux stipulés dans l'article 8.4 ci-dessus, il pourra être appliqué une pénalité égale à 60 € TTC; cette pénalité se décompte par tranche d'une heure à compter du dépassement de ce délai.

En cas d'intervention diligentée de personnes étrangères (pompiers par exemple) l'entreprise devra laisser une trace de son passage (heure de son arrivée) sur le carnet d'entretien. Toutes dégradations éventuellement causées par un tiers et rendues indispensables par la mise en cause de la sécurité des personnes après le délai stipulé à l'article 8.4 ci-dessus, devront être réparées par l'entreprise à ses frais.

De même, toutes interventions de personnes étrangères (pompiers par exemple) faites à la demande de l'entreprise ou au-delà de 45 minutes seront facturées à ce dernier. Les factures adressées aux organismes seront retournées à l'entreprise. Pour toute intervention de personnes étrangères (pompiers par exemple), une pénalité de 100€ sera appliquée au titulaire.

11.3 Pénalités pour immobilisation

Sauf accord préalable et confirmé par fax ou courriel par les organismes et en cas d'immobilisation supérieure au délai validé avec celle-ci, telle que définie à l'article 8.4 ci-dessus, une pénalité égale à 20 € TTC pour l'installation concernée et par heure de retard pourra être appliquée pendant les vingt-quatre heures suivantes.

Au-delà de cette période, le montant de cette pénalité sera de 250 € TTC par jour calendaire de retard.

11.4 Pénalités pour mauvais fonctionnement

Elles pourront être appliquées selon le détail ci-dessous :

Le nombre toléré de pannes (défaillances techniques comme défini à l'article 8.4 ci-dessus) relevé pour un appareil donné sera au maximum de sept pour une année (hors vandalisme).

Si le nombre constaté dépasse le nombre contractuel ci-dessus, les pénalités pourront être calculées de la façon suivante :

- 90 € TTC par appareil concerné entre 8 et 10 pannes.
- 120 € TTC par appareil concerné entre 11 et 13 pannes.
- 300 € TTC par appareil concerné au-delà de 13 pannes.

N'est pas considérée comme défaillance technique, le remplacement d'éclairage en cabine, voyant d'appel, objet dans la fosse, objet dans les rails de portes, objet devant les barrières de cellule et pannes dues à une mauvaise utilisation sur des éléments attenants aux portes (cabine et palières).

11.5 Pénalités pour défaut ou non-respect de visite d'entretien

Conformément à l'arrêté du 18 novembre 2004, l'entreprise doit adapter la fréquence et la consistance de ses visites aux conditions d'utilisation de l'ascenseur. Néanmoins, l'intervalle entre deux visites ne pourra être supérieur à six semaines.

Les organismes, ou leur conseil, se réservent le droit de contrôler à tout moment la réalité de ces visites en consignait son passage sur ce même carnet d'entretien.

Dans le cas où ces visites ne seraient pas consignées sur ce document, ou ne respecteraient pas le délai maximal entre 2 visites, les organismes appliqueront une pénalité égale à 20% pour les ascenseurs (par visite non consignée) du montant annuel du contrat (révisé annuellement) de l'adresse concernée (en € TTC).

Nota : Toutes ces pénalités prévues ci-dessus seront imputables sur le présent marché et sont cumulables sans plafond.

11.6 Pénalités pour faute grave (pouvant mettre en cause la sécurité des personnes)

En dehors des poursuites judiciaires et/ou de la résiliation possible aux torts exclusifs de l'entreprise, il sera appliqué une pénalité équivalente au double du prix annuel TTC de la prestation de maintenance de l'installation concernée (révisé annuellement), si l'entreprise commet une faute grave, volontaire ou non, de nature ou de manière à fausser ou paralyser le fonctionnement d'organes de sécurité essentiels tels que :

- cellules (toute hauteur, photoélectriques, bord sensible),
- boutons d'arrêt,
- serrures de portes,
- parachutes,
- boutons d'arrêt d'urgence,
- système d'anti-patinage hors service dans le cas d'absence de fin de course de sécurité
- dispositifs de verrouillage des portes palières,
- gardes-pieds,
- téléphone,
- etc,...

La pénalité prévue dans ce paragraphe est imputable sur le présent marché.

11.7 Pénalités pour défaillance ou mauvaise identification de la téléalarme

S'il existe un dispositif de télésurveillance et que celui-ci est inefficace ou mal identifié (constaté par le relevé des informations ou par essai sur site) il pourra être appliqué une pénalité égale à 100 € TTC. Cette pénalité se décompte à chaque constat puis par jour calendaire et par appareil, jusqu'à la remise en service de la télésurveillance.

11.8 Pénalités pour non remise des documents à produire

Dans le cas où les documents à produire prévus au CCTP ne seraient pas remis dans les délais indiqués ou non conformes aux exigences dans leur rédaction, une pénalité forfaitaire de 100 € TTC sera appliquée, par document et par semaine de retard.

11.9 Pénalités pour non-retour de documents reçus

Dans le cas où des documents et courriers demandés, adressés à l'entreprise avec obligation de retour, ne seraient pas retournés dans les délais indiqués, une pénalité forfaitaire de 30 € TTC sera appliquée, par jour de retard (au regard de la date indiquée sur le document).

11.10 Pénalités pour retard dans la remise des factures

L'entreprise subira par semaine de retard dans la remise des demandes d'acomptes, par rapport à la date prévue à l'article 26 du CCAP, une pénalité de 20 € par semaine.

11.11 Pénalités pour non-respect du plan de prévention

En cas de non-respect des plans de prévention, l'entreprise subira une pénalité de 100€ TTC pour chaque manquement au plan de prévention.

11.12 Pénalités en cas de non-respect du code du travail

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail (notamment l'article L.8222-6) en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

11.13 Pénalités en cas de non-complétude de la GMAO du pouvoir adjudicateur

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues en matière de planification ou de demandes d'intervention sur la GMAO du pouvoir adjudicateur, une pénalité de 50 € par cas recensé pourra être appliquée.

11.14 Pénalités en cas de non-respect des obligations liées au non-respect des engagements de développement durable

Engagement environnemental : non-respect des procédures de gestion des déchets : Pénalité de 20€ par infraction constatée (par exemple, dépôt sauvage, absence de tri, non-respect des filières de recyclage).

Engagement social : absence de formation ou de sensibilisation des équipes aux enjeux de développement durable : Pénalité de 20 € par action manquante ou par retard dans l'exécution des formations.

Retard dans la remise du rapport annuel de développement durable : Pénalité de 100 € par mois de retard après la date limite fixée (le 30/01 de l'année suivante).

ARTICLE 12 – NORMALISATION

En règle générale, les prestations devront être conformes aux stipulations du marché et aux spécifications techniques établies par les groupes d'étude des marchés, ainsi qu'aux codes des usages professionnels. Les fournitures livrées dans le cadre du marché doivent être conformes aux normes rendues obligatoires en application du décret n°2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation.

Elles devront également respecter les normes et spécifications techniques précisées, le cas échéant, dans le CCTP.

Le titulaire doit être en mesure d'apporter au Pouvoir Adjudicateur la preuve que les fournitures ont été conçues et réalisées suivant les normes françaises homologuées applicables citées dans le cahier des charges ou les normes étrangères reconnues équivalentes.

Les normes et spécifications techniques susvisées sont celles en vigueur au mois Mo défini à l'acte d'engagement. En cas d'évolution normative, le titulaire est tenu de communiquer au Pouvoir Adjudicateur toute modification des normes en vigueur et de se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions, à compter de leur date d'effet.

ARTICLE 13 – AUTRES OBLIGATIONS ET CONTRAINTES

Le titulaire doit informer le représentant technique du pouvoir adjudicateur au moins 1 mois à l'avance, de ses dates de fermeture éventuelles. Dans ce cas, le titulaire doit remédier, à cette défection, par tout moyen à sa convenance.

Le titulaire s'engage à signaler au représentant technique du pouvoir adjudicateur tout incident survenant sur les fournitures commandées, en France ou à l'étranger.

Le titulaire est tenu d'informer ou de former son personnel aux règles de sécurité générales ou spécifiques, réglementaires ou spécifiques, relatives à la manipulation des fournitures visées par le présent marché.

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire :

- de provoquer des désordres sur les lieux de livraison ;
- de manquer de respect aux personnels qui s'y trouvent.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire s'engage à n'élever aucune protestation sur les conditions ci-dessus énoncées.

ARTICLE 14 – SOUS TRAITANCE

Le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC, en application de l'article R.2193-10 du Code de la Commande Publique.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article R.2193-5 du Code de la Commande Publique et à l'article 3.6.1 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le Titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R.2143-15 du Code de la Commande Publique,
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire du marché (article 41.1 e) du CCAG FCS).

ARTICLE 15 – RESILIATIONS

Il sera fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG FCS.

ARTICLE 16 – DIFFERENTS ET LITIGES

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de procédure civile.

En application de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de sécurité sociale, le tribunal compétent pour le règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution du marché est le Tribunal de Grande Instance de Rennes.

ARTICLE 17 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Hormis les dérogations indiquées au présent CCAP, le titulaire reste soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux FCS (arrêté du 19 janvier 2009).

L'article 1.2 déroge à l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique.

L'article 4.2 complète l'article 10.1.3 du CCAG FCS.

L'article 6 déroge à l'article 49.2 du CCAG FCS.

L'article 11 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS.

ANNEXE 1 – ACTE CONTRACTUEL DE CONFIDENTIALITE

Entre

Les entités du groupement de commandes coordonnées par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Maine et Loire (coordonnateur du groupement de commande).
sis 32, Rue Louis Gain 49937 ANGERS.

Représenté par Mme Bénédicte Samson, agissant en sa qualité de Directrice,

ci-après dénommée « la Partie communicante » ou « l'organisme »,

Et

.....

sis

ci-après dénommée « la Partie Réceptrice » ou « le Prestataire »

Préambule :

Etant donné que l'organisme a demandé au Prestataire de procéder à la « maintenance et réparation des ascenseurs et monte-charge », ci-après la « Prestation » ;

Que cette demande a été contractualisée au moyen de la signature entre les parties d'un document dénommé « Acte d'engagement – Marché n°2024.GA.01 ».

Que pour l'exécution de la Prestation, le Prestataire est amené à intervenir dans les locaux de l'organisme et à se voir remettre des informations, sous quelque forme que ce soit, qui appartiennent à l'organisme ou dont il est le garant et qui présentent un caractère confidentiel;

Que la divulgation du contenu de ces informations, des informations de toute nature relative à l'activité de l'organisme, des informations détenues par l'organisme est susceptible de nuire aux intérêts dudit organisme et de ceux d'autres personnes;

En conséquence, le Prestataire reconnaît que la communication de ces informations et l'accès aux locaux de l'organisme lui impose une obligation de confidentialité dans les termes et conditions ci-après, ce qu'il accepte expressément :

Vu l'article 226-13 du code pénal,

Vu les articles 323-1 et suivants du code pénal sur les intrusions et le maintien frauduleux dans un système informatique,

Il est convenu ce qui suit :

1. OBJET ET ETENDUE DES PRESENTES

L'objet des présentes est d'organiser la protection des informations confidentielles que l'organisme est amené à communiquer au Prestataire dans le cadre de la Prestation.

En cas de contradiction entre les dispositions des présentes et les dispositions figurant sur les informations confidentielles communiquées, les dispositions du présent contrat ont force de loi entre les parties. Elles s'appliqueront automatiquement à toute information confidentielle communiquée dans le cadre des présentes.

2. DEFINITIONS

2.1 Partie Communicante et Partie Réceptrice

Au titre des présentes, le terme de Partie Communicante signifie la Partie qui communique des informations confidentielles, à savoir l'organisme exclusivement, et le terme de Partie Réceptrice signifie la Partie qui reçoit les informations confidentielles, à savoir le Prestataire exclusivement.

2.2 Information Confidentielle

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support, communiquée dans le cadre de la Prestation.

Compte tenu du fait que le ou les salariés du prestataire sont amenés à travailler dans les mêmes locaux et sur les mêmes équipements que les salariés de l'organisme, il paraît difficile d'identifier les informations communiquées et considérées comme confidentielles par l'apposition d'une mention spéciale lorsque ces informations sont disséminées dans les supports de travail tels que des serveurs informatiques.

En conséquence, toutes les informations communiquées au prestataire au moyen de supports informatiques sont considérées comme confidentielles et y compris les informations écrites ou orales ayant pour objet les accès logiques. **La politique de sécurité de l'organisme est confidentielle.**

Les informations transmises sur support papier, CD et supports magnétiques devront comporter la mention « confidentiel ».

L'information confidentielle devra être identifiée :

- Par l'apposition d'un tampon ou l'adjonction sur leur support d'un tampon ou d'une formule exprimant le caractère confidentiel ;
- Par la remise ou l'envoi d'un courrier rappelant le caractère confidentiel des documents transmis ;
- Lorsque l'information est diffusée oralement, par l'envoi ou la remise d'une confirmation écrite du caractère confidentiel de l'information dans un délai de 15 jours.

3. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Le Prestataire s'engage à ne pas communiquer, ne pas publier ou divulguer à des personnes ou entités non liées par les présentes, les Informations Confidentielles de l'organisme sauf exceptions prévues dans le cadre du présent contrat.

Il s'engage également à protéger et à garder strictement confidentiels le contenu et les résultats de la Prestation effectuée pour l'organisme.

Il s'engage à n'utiliser l'Information Confidentielle qu'aux seules fins de l'exécution de la Prestation.

Les personnes habilitées par Le Prestataire à recevoir les informations confidentielles sont :

M. / Mme.....

M. / Mme.....

En cas de changement, le Prestataire avertit par courrier l'organisme du nom et de la qualité du nouvel intervenant 15 jours au moins avant le remplacement effectif.

En tout état de cause, le Prestataire se porte garant de l'exécution de l'obligation de confidentialité pour ses préposés et salariés.

Le Prestataire s'engage à ne pas reproduire l'Information pour lui-même.

4. LIMITE DES PRESENTES

Le Prestataire ne sera pas responsable de la divulgation ou de l'utilisation d'une Information Confidentielle si celle-ci :

- tombe ou est tombée dans le domaine public sans violation des présentes ;
- est connue du Prestataire au moment de la première divulgation, à condition qu'il puisse le prouver ;
- a été reçue d'un tiers de manière licite sans violation du présent accord.

La confirmation par le prestataire d'une information connue d'un tiers de manière illicite le rend responsable de la divulgation.

5. INJONCTIONS JUDICIAIRES OU ADMINISTRATIVES

Si le Prestataire était obligé à communiquer une Information Confidentielle reçue dans le cadre des présentes du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, le Prestataire devra le notifier à l'organisme dans les meilleurs délais et, sur demande de ce dernier, coopérer pleinement avec l'organisme afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le Prestataire devra demander à ce que cette Information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou le tribunal concerné. A l'exception du cas de non-respect des dispositions précédentes, aucune Partie ne sera responsable des dommages résultant de divulgation(s) imposée(s) par injonction administrative ou judiciaire.

6. PROPRIETE DE L'INFORMATION CONFIDENTIELLE

Toute Information Confidentielle sous forme tangible qui a été communiquée et copiée dans le cadre des présentes est et restera la propriété de l'organisme.

Toute Information Confidentielle ainsi que toute copie et reproduction licite de celle-ci devront dans les trente (30) jours de la demande écrite de l'organisme être restituées sans délai à l'organisme ou détruites, à la discrétion de l'organisme.

Dans le cas d'une telle demande, le Prestataire devra fournir à l'organisme un certificat écrit de respect du présent article dans les trente (30) jours d'une telle demande. Tous documents écrits, y compris les rapports et les comptes rendus, rédigés par le Prestataire seront la propriété de l'organisme à l'issue de la Prestation.

Le prestataire s'engage à continuer de respecter son engagement de confidentialité dans les conditions du présent accord même après qu'il ait restitué les informations confidentielles.

Il est expressément convenu que le Prestataire ne pourra prétendre à l'exploitation de toute invention, savoir-faire, découverte ou perfectionnement ou donnée, réalisés, conçus, acquis ou possédés par l'organisme ou toute société affiliée, et dont elle aurait pu avoir connaissance directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution de la Prestation.

La communication d'Information Confidentielle dans le cadre des présentes ne saurait être interprétée comme accordant une quelconque licence d'exploitation, licence d'utilisation, brevet, marque, modèle ou un quelconque droit de propriété de l'Information Confidentielle ou d'utilisation de celle-ci, une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la Partie Communicante relative à son exhaustivité ou la violation de marques et droits des tiers.

7. DUREE

Le présent engagement est conclu à compter du 1^{er} février 2025 et pour une durée de cinq (5) ans, soit au plus tard jusqu'au 31 janvier 2030.

8. RESPONSABILITE

En cas de non-respect par le Prestataire de ses engagements au titre des présentes, l'organisme se réserve le droit de résilier le contrat intitulé « maintenance et réparation des ascenseurs et monte charges » au jour de la réception par le prestataire de la lettre recommandée avec avis de réception portant la résiliation. Et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Par ailleurs, d'un commun accord, les parties décident qu'en cas de divulgation de l'information confidentielle, tous les dommages mêmes indirects seront réparés par le prestataire sans limitation de montant.

Quel que soit le préjudice subit et étant donné le retentissement de toute action des organismes de sécurité sociale, le montant des dommages et intérêts conventionnels ne pourra pas être inférieur à 50 % du montant du contrat sur lequel est adossée la présente convention de confidentialité.

Enfin, l'organisme se réserve le droit de porter plainte avec constitution de partie civile.

9. REGLEMENT DES LITIGES

A défaut d'accord amiable entre les Parties en cas de différend relatif au présent accord, tout litige sera porté, à l'instigation de l'organisme, devant le Tribunal compétent.

Fait à Angers, le

POUR LE PRESTATAIRE